

Jeudi 18 novembre 2021

LE MOT « y nous font chier » DU JEUDI **Loi Rilhac, Budget 2022, Figaro Magazine...** **On en a marre d'être pris.e pour de la merde !**

Fosse à purin

Face à la loi Rilhac, défendre la démocratie à l'école



**NON AU STATUT
DE DIRECTEUR-TRICE !**

Mardi dernier, s'est réunie une commission mixte paritaire pour clore le parcours législatif de la proposition de loi Rilhac. Pour l'instant, le texte définitif n'a pas encore été publié. Pour autant, il n'y a aucun doute que la volonté d'instaurer une autorité fonctionnelle pour les directions d'école sera bien présente dans la loi. Rappelons que dans l'enquête ministérielle qui a suivi le suicide de Christine Renon, 90% des directeurs et directrices qui ont répondu ont clairement dit qu'elles ne voulaient pas de cette autorité et que ce n'est pas ça qui va solutionner les problèmes des écoles. Les annonces de Macron à Marseille ont créé chez de nombreux. ses collègues un état de sidération tant le décalage entre les choix politiques effectués et la réalité de terrain est grand. Alors bien sûr, on a pris l'habitude d'être méprisé par Blanquer ou sa clique et une partie de la population. Bien sûr nous sommes toutes et tous usé-es, las du cirque médiatique autour de l'école sans que jamais rien ne bouge dans le bon sens. Bien sûr, il y a les bonnes âmes qui expliquent que cette loi ne changera en vérité pas grand chose dans les écoles. Mais alors pourquoi la faire contre l'avis majoritaire de la

profession ? En tout état de cause, pouvons-nous laisser cette nouvelle attaque frontale contre l'école sans réponse ? Pouvons-nous abandonner le travail d'équipe qui, sans angélisme, est une vraie force dans les écoles ? Pouvons-nous accepter sans broncher que le management dans les écoles singe celui des entreprises ? Soyons en sûr.e.s, nous avons la capacité de faire reculer une nouvelle fois Blanquer sur cette question ! C'est à nous de choisir la direction !

Soyons nombreux et nombreuses à la Réunion d'information syndicale du mercredi 24 novembre de 14h à 17h à la bourse du travail (place Imbach à Angers)

Scatologie

Le Figaro veut faire tuer les profs



Pour tout vous dire, personne à SUD éducatif n'est abonné au Figaro, nous avons appris l'existence de leur dossier sur l'École de façon un peu fortuite. Et comme on trouve que les lingettes lavables c'est plus écolo que le papier glacé pour les toilettes, on l'a pas acheté !

Ce "magazine" s'est donc livré à des attaques diffamatoires contre l'intégrité professionnelle de plus de 800 000 enseignant-es du ministère de l'Éducation nationale.

Dès sa Une, il accuse l'école « d'endoctrinement ». Des mots forts qui vont à

l'encontre de ce qui fait le fondement de notre profession : enseigner des contenus validés scientifiquement, apprendre à réfléchir par soi-même, à développer son esprit critique, à acquérir des outils pour comprendre le monde et ouvrir la voie de l'émancipation.

La charge se fait par l'intermédiaire de témoignages anonymes. La dénonciation en particulier d'une enseignante d'EMC à partir des déclarations d'une élève n'a rien à envier aux méthodes qui ont conduit à la décapitation de notre collègue Samuel Paty : le mensonge, la calomnie, la dénonciation publique d'enseignant-es. Fondés sur des sources anonymes commentées par une éditorialiste militante bien connue, les articles vont jusqu'à reprocher à des associations agréées comme la ligue de l'enseignement d'intervenir dans le cadre de sensibilisations aux LGBTphobies, interventions qui rentrent pleinement dans les programmes et objectifs de l'Éducation nationale. La campagne lancée en 2019, "Lutter contre l'homophobie et la transphobie à l'École" n'en est qu'un exemple. Ce titre de presse, au long de son dossier, ne cesse de vilipender celles et ceux-là mêmes qui au quotidien luttent pour l'égalité des élèves.

En faisant passer la lutte contre le racisme, l'homophobie et les discriminations en général pour du militantisme qui n'aurait pas sa place à l'école, une certaine presse se rend complice de ce qui relève de délits qui tombent sous le coup de la loi. En accusant publiquement les personnels de l'Éducation nationale qui appliquent les programmes et font respecter les valeurs de la République « d'endoctrinement », elle les jette en pâture.

Jean-Michel Blanquer, par ses propos approximatifs et répétés, a rendu possible une telle offensive. En faisant de la lutte contre le "wokisme" la nouvelle grande cause nationale, en ligue avec la presse réactionnaire, il contribue à entretenir un climat nauséabond. Wokisme ça veut dire islamo-gauchiste en néo-novlangue new neuve. C'est un terme trop peu utilisé pour entrer dans le Petit Robert mais grâce à Ouest-France ([ici](#)), on apprend que c'est une façon péjorative de désigner les mouvements sociaux autour du féminisme, de l'antiracisme, de l'écologie, des discriminations des minorités. Ça doit être une variante de l'islamo-gauchisme...

Aux antipodes des délires d'une certaine presse et de JMB, SUD éducation réaffirme son attachement à une école publique laïque, gratuite, et émancipatrice. Plus que jamais, cela passe par la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'école.

Lien vers le communiqué de Sud Éducation

<https://www.sudeducation.org/communiqués/sud-education-condamne-les-propos-indignes-parus-dans-le-figaro-magazine/>

Tas de fumier

Budget 2022 : Le gouvernement organise la destruction du service public



Le projet de loi de finances 2022 a été présenté hier en Conseil des ministres. Ce projet de loi est largement en deçà des enjeux auxquels est confronté le système éducatif, épuisé par cinq années de refus du gouvernement de donner au service public d'éducation les moyens de fonctionner correctement et de garantir l'égalité de traitement des élèves sur le territoire.

À tous les niveaux, les moyens manquent cruellement.

Les personnels médico-sociaux manquent dans de nombreuses circonscriptions et de nombreux établissements. On ne compte ainsi en moyenne qu'un médecin pour 12 000 élèves. Les PIAL destinés à mettre en œuvre une vision strictement comptable de l'inclusion scolaire conduisent à limiter fortement les moyens d'accompagnement. Dans le second degré, le budget prévoit la suppression de 300 postes d'enseignant-es. Cela porte à 7 800 le nombre de postes supprimés dans le second degré dans un contexte de hausse démographique, en partie détournés au profit de postes d'inspection et d'heures supplémentaires. Les augmentations de salaire sont

à la fois dérisoires, comme la grille indiciaire des AESH déjà rendue obsolète suite à l'augmentation du Smic, et limitées à des mesures catégorielles, comme les primes destinées aux personnels enseignants qui ne concernent qu'une partie de la profession.

SUD éducation réclame depuis dix-huit mois un plan d'urgence pour l'éducation, prévoyant des recrutements importants afin de diminuer les effectifs en classe, un accent mis sur la formation continue des personnels, et des moyens matériels permettant une mise à niveau du bâti scolaire pour faire face aux enjeux sanitaires et climatiques des années à venir. Le budget soumis par le gouvernement n'est à la hauteur d'aucun de ces enjeux.

UN STAGE CONDITIONS DE TRAVAIL, ÇA PEUT PAS FAIRE DE MAL



Lundi et mardi, nous étions au stage Sud Éducation 49 sur les Conditions de Travail et on en est revenu-es. Et voilà le travail : pourquoi on vous encourage à participer au prochain ?

Il est ouvert à toutes et tous. Ça veut dire quoi ? Vous pouvez vous inscrire que vous soyez militant-es ou non, syndiqué-es ou pas, à Sud Éduc 49 ou ailleurs, prof-es, AED, AESH, médecins et infirmier-ères scolaires, secrétaires ou gestionnaires, CPE, Psy EN, dans le 1er ou 2nd degré ou à l'université... et si on en oublie, c'est que la liste est très très ouverte.

On en voit d'ici qui se disent : pas besoin d'aller à un stage pour connaître nos conditions de travail et on est toujours mieux que les autres pour savoir ce qu'on vit au quotidien au boulot. Mais combien d'occasions s'offrent à nous quand on a la tête dans le guidon pour s'interroger sur ce que vivent nos collègues ? On a encore moins l'occasion de réfléchir et comprendre les origines – communes - des malaises. Ça tombe bien, ce stage est fait pour ça.

Si vous comptez sur la hiérarchie pour vous former et vous informer sur vos droits, vous n'êtes pas au bon endroit. Mais, vous allez attendre longtemps car même si c'est dans ses missions, elle ne le fait pas. Un syndicat, ça sert aussi à ça ! Et d'autres qui calculent... Oui mais deux jours ! Quand même, c'est pas rien avec tout ce qu'on nous demande de faire. Pas le temps. C'est bien de ça qu'il s'agit, conditions de travail dégradées, risques sur la santé physique et mentale... A vous de voir, si ça ne vaut pas le coup de s'arrêter deux jours pour réfléchir, comprendre et repartir avec des perspectives concrètes et des modes d'actions ancrés dans le quotidien.

Ne le dites à personne mais en prime, les stagiaires repartent avec un super cadeau : la boîte à outils des moyens d'actions individuelles et collectives. C'est bien là l'ADN des luttes, c'est mettre sur la table les ressentis de chacune et chacun pour transformer l'essai en luttes collectives, sur le terrain, en assemblées générales ou réunions syndicales ou dans la rue.

Malgré des super formateur-trices (hiihi), les stagiaires ont eu le moral dans les chaussettes. Puis, à la fin du stage, tout le monde est parti avec le sourire, regonflé à bloc.

À Sud Éducation49, notre but, c'est pas de vous faire adhérer – quoique si vous hésitez, faut pas ! - mais bien de créer une conscience collective, en se bougeant chacun-e à son rythme mais ensemble.

À vos agendas pour noter tout de suite ce message pour la rentrée prochaine : surveillez le message de Sud Éduc 49 qui annoncera le stage Conditions de travail de 2022-2023.

AGENDA SUD ÉDUCATION 49 :

- 24 NOVEMBRE : RIS Loi Rilhac
- 1 DÉCEMBRE : AG de préparation au CF
- 10 DÉCEMBRE : AG Solidaire

Pour nous contacter
par mail contact@sudeducation49.org
par téléphone 02-41-43-19-07 (le jeudi)
Pour (ré)adhérer, c'est par là :

<https://sudeducation49.org/spip.php?article8>



Guillaume « Groncheux », Esther « Bio, ça marche bien », Anatole Strapontin maître Je(u)di, co-bureaucrates du jeudi

Si vous souhaitez vous désabonner de la liste, utilisez l'application <http://desabonnement.ac-nantes.fr>

ATTENTION : ce lien n'est plus cliquable pour des raisons de compatibilité, copiez-le dans votre navigateur